

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

Les petites phrases de la semaine

Rassemblées par Y.F.I

• Antonio Guterres, secrétaire général de l'ONU :

"Nous sommes en guerre contre un virus. Nous avons besoin de la logique et de l'urgence d'une économie de guerre, pour renforcer la capacité de nos armes".

• Ali Bongo Ondimba, président de la République :

"(...) Alors que de nombreux pays sont confrontés à des pénuries de vaccins contre la Covid-19, le Gabon, par des choix judicieux et efficaces, est parvenu à sécuriser son approvisionnement en vaccins. À ce jour 14 mille personnes ont déjà été vaccinées et ce n'est qu'un début".

• Faustin Boukoubi, président de l'Assemblée nationale :

" Nous ne devons pas baisser les bras et nous devons continuer à nous donner la main, car c'est ensemble, en toute solidarité, que nous amènerons les pays du continent africain à prendre toute leur place dans le concert des Nations".

• Erylne Antonella Ndembet Damas, ministre de la Justice, garde des Sceaux :

"(...)Les violences que subissent les femmes dans notre pays ne peuvent être plus longtemps tolérées dans une société qui se veut réellement protectrice des droits des femmes. C'est pourquoi le gouvernement, avec les modifications proposées du Code pénal, souhaite protéger davantage les femmes, socle de notre société et actrice incontournable de notre vivre-ensemble".

• Eugène Mba, maire de Libreville :

"(...) Il y a quand même certains aspects sur lesquels la décentralisation est opérante. Les prérogatives dont nous jouissons maintenant nous permettent de réaliser un certain nombre d'actions. Nous avons l'état civil et les budgets que nous gérons, ce sont des pans de la décentralisation".

• Pierre-Alain Mougengui, président de la Fédération gabonaise de football (Féga-foot) :

"J'invite les frères Congolais et Gabonais à tourner la page, en pensant à l'amitié historique de nos pays, sans verser dans la haine et la rancune sur les réseaux sociaux. Le football est là pour unir et non pour diviser".

Saint-Georges : Ali Bongo Ondimba communique avec les troupes

LE numéro un gabonais a pris part, samedi dernier, à cette manifestation dédiée au saint patron des cavaliers et des soldats.

J.KOMBILE MOUSSAVOU
Libreville/Gabon

CHEF suprême des Forces de défense et de sécurité (FDS), le chef de l'État, Ali Bongo Ondimba, a rehaussé, samedi dernier, de sa présence, la célébration de la Saint-Georges au Groupement blindé d'intervention (GBI) de la Garde républicaine.

Cette manifestation a également vu la participation de la cheffe du gouvernement, Rose Christiane Ossouka Raponda, et de certains membres de son équipe.

Considéré comme le saint patron et protecteur des cavaliers et soldats, Saint-Georges incarne également, à leurs yeux, l'héroïsme, la probité, le courage, l'abnégation et l'idéal chevaleresque. La présence du président de la République à cette commémoration témoigne de son soutien et de son attachement aux FDS. Et illustre dans le même temps,



Photo : DR

Le chef suprême des FDS au terme de la revue des troupes.

à plus d'un titre, le prix qu'il attache au respect des valeurs et vertus incarnées par Saint-Georges par l'ensemble des éléments des FDS.

De fait, le chef de l'État a décoré de la médaille de l'Ordre de chevalier du Mérite gabonais quarante-six (46) sapeurs-pompier ayant fait montre de courage et de bravoure lors de l'incendie survenu il y a quelques semaines

dans les locaux du palais présidentiel. De même, des distinctions ont été également remises aux membres d'équipage de l'hélicoptère militaire ayant survécu lors de l'accident survenu récemment dans la zone de Minkébé. Autant de distinctions qui témoignent à juste titre de la reconnaissance de la nation tout entière à tous ces hommes et femmes qui, avec force et cou-

rage, n'ont reculé devant rien pour assumer leurs missions.

À cet égard, le chef de l'État a exhorté les troupes à cultiver et à préserver, en toutes circonstances et en tous lieux, la paix et la stabilité. " Les valeurs cardinales de l'armée", a indiqué le président de la République. Lequel a assisté à une parade militaire précédée d'un hommage aux militaires disparus.

La Semaine Comme une alerte

IL est indéniable qu'au cours de la semaine qui vient de s'achever, l'actualité a été marquée par la situation de tension à Mékambo, chef-lieu du département de la Zadié, dans la province de l'Ogooué-Ivindo. C'est pourquoi, la présente chronique sera consacrée à cet évènement plutôt déplorable à plus d'un titre, mais qui aurait pu être évité si certains n'avaient pas manqué de discernement...

Ce choix est loin d'occulter les autres évènements enregistrés au cours des sept derniers jours. Parmi ceux-ci, on note entre autres : l'allocution du chef de l'État dans laquelle il a annoncé un allègement des mesures liées à la lutte contre le Covid-19 au Gabon ; la plénière à l'Assemblée nationale ; les assises de la 12e Conférence des présidents d'Assemblées et de Sections de

la région de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF), tenues à Kigali (Rwanda), et présidées par Faustin Boukoubi.

À ceux-là on ajoutera la visite de travail du ministre Pacôme Moubelet Boubeya (Affaires étrangères), en Russie. Laquelle visite a été couronnée par un tête-à-tête avec son homologue Sergueï Lavrov.

Les deux hommes ont convenu de la nécessité de renforcer la coopération bilatérale entre Libreville et Moscou...

Revenant à la situation à Mékambo, il faudra, d'entrée, souligner qu'elle relève du conflit homme/faune. Un conflit qui concerne presque tous les départements du Gabon. Un conflit qui a déjà fait couler tant d'encre et de salive depuis plusieurs années. Un conflit qui prend de l'ampleur, et qui semble dépasser le gouvernement

qui a opté pour la protection de la faune.

L'impression qui se dégage chez les populations, c'est qu'elles sont les laissés-pour-compte dans ce conflit. Estimant que les autorités ont choisi de défendre les éléphants qui dévastent leurs plantations, sans réparer le préjudice que ces pachydermes leur causent. D'où le sentiment de ras-le-bol qui commence à monter ici et là. À ce titre, Mékambo sonne comme une alerte qui devrait interpeller les pouvoirs publics. D'où la nécessité de réfléchir à une alternative efficace contre les dégâts des éléphants sur les plantations des populations, de peur qu'il n'y ait d'autres Mékambo à l'avenir.